

SESSION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL NATIONAL DU FFS

Cap sur les élections locales

Le FFS se place d'ores et déjà dans l'optique des élections locales, prévues pour le 29 novembre prochain, en convoquant, hier, le conseil national du parti dans une session extraordinaire pour, entre autres, formaliser le principe de participation déjà retenu et finaliser le code y afférent.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Pourtant, le plus vieux parti de l'opposition, qui ne fait plus mystère de sa participation à ces élections, dont la présente session du conseil national aura juste à formaliser le mot d'ordre relevant d'une «tradition et d'une importance stratégique», est loin «d'avoir engrangé les espoirs placés et les objectifs assignés à la participation du parti aux dernières législatives». C'est ce que, d'ailleurs, le premier secrétaire a lancé d'emblée dans son allocution d'ouverture de cette session.

Une déception qui ne semble pas, cependant, de nature à faire revenir le FFS sur sa nouvelle logique participationniste, lui qui semble avoir définitivement tourné la page du boycott qui lui collait telle une seconde nature. En effet, pour Laskri, l'optimisme est de rigueur au vu de la «situation du parti qui est, aujourd'hui, une force politique incontournable et un facteur de stabilisation du pays et porteur des espoirs des populations».

Et c'est parce que les attentes et les aspirations de la population sont immenses, poursuivra-t-il, que «les efforts actuels du FFS, notamment dans le domaine de l'organisation et de la restructuration du parti, visent à le rendre en mesure d'y répondre». Un «défi

du fait, soutiendra encore Laskri, que «le pays continue de vivre dangereusement au regard des incertitudes politiques et de la détérioration de la situation économique et sociale». Et au premier secrétaire du FFS de se mettre dans l'orbite dans des prochaines élections locales, un rendez-vous qui permettra, selon lui, de «prolonger la mobilisation des militants et des citoyens enclenchée à l'occasion des dernières législatives».

Considérant que le mot d'ordre de participation à ces joutes électorales ne saurait souffrir d'aucune objection, Laskri tracera alors la feuille de route pour ce faire, en finalisant et en adoptant le code des élections dans ses dispositions concernant les élections locales.

Et d'ici là, l'agenda du FFS est particulièrement étoffé avec pas moins de quatre manifestations d'«envergure» à la toute prochaine rentrée sociale. En effet, il est prévu la tenue au mois de septembre d'une conférence sur la situation économique et sociale qui sera suivie juste après par l'université du parti, ceci en plus d'une rencontre nationale des anciens militants et de la conférence nationale des femmes.

L'«os» Bouchachi



Laskri affiche son optimisme

Les travaux de cette session extraordinaire du conseil national du FFS se devaient de se poursuivre dans la sérénité, mais c'était sans compter ce point d'ordre sollicité et obtenu par Mustapha Bouchachi.

Une intervention qui allait dévoiler au grand jour un autre différend qui oppose depuis apparemment longtemps l'ancien président de la LADDH (Ligue algérienne de défense des droits de l'homme) et l'actuelle direction. Bouchachi fera remarquer que les membres du conseil national se devaient de s'imprégner de l'ordre du jour de la session à l'effet de permettre à tout un chacun de pouvoir s'y préparer en conséquence.

Et le député d'Alger ne se limitera pas à cette «anomalie» puis-

qu'il en fera sa lecture, politique bien entendu, en affirmant que l'ère des sessions alibi convoquées juste pour formaliser des résolutions déjà prises se doit d'être révolue.

Une «suite» qui fera lever de son siège le chargé à la communication du parti pour interpeller le président de la séance, invitant, au passage, la presse à quitter les lieux.

Ceci avant que Ali Laskri ne regagne le pupitre, réinvitant à son tour la presse à rester, pour suivre sa «réplique». Et le premier secrétaire du FFS ne se fera pas prier pour «écortcher» le «militant» Bouchachi en étalant la méconnaissance par ce dernier des statuts et règlement intérieur du parti.

Des textes qui exonèrent, selon lui, le secrétariat national de l'obli-

gation de transmettre aux membres du conseil national, l'ordre du jour de toute session avant la tenue de cette dernière. Et de préciser que le principal point à l'ordre du jour de la présente session, de surcroît extraordinaire, est le code des élections, dont il s'agissait de discuter des volets inhérents aux élections locales du 29 novembre prochain, a été déjà discuté lors d'une précédente session de la même instance consultative du parti.

Laskri ira loin dans sa «mise au point», «débitée» sur un ton grave, en saisissant l'aubaine pour faire remarquer à l'ex-président de la LADDH et à certainement d'autres députés du parti que ces derniers se devaient d'être en contact permanent avec les instances du parti et que la question d'une permanence parlementaire relevait également des seules prérogatives du secrétariat national.

«Si des changements s'imposent, il y a le prochain congrès pour le faire», lancera le premier secrétaire du FFS dont la prise de bec, certes empreinte de correction, révèle au grand jour que le parti d'Aït-Ahmed n'est pas loin d'une autre crise avec son inévitable corollaire : une autre saignée qui viderait le FFS de son éminence grise, que plus d'un observateur n'hésite pas à mettre sur le compte de ses nouveaux choix politiques que la base militante et des pans entiers de ses relais sociaux n'arrivent pas à comprendre.

M. K.

RÈGLEMENTATION DES CHANGES

Création d'un fichier des contrevenants

Les auteurs d'infractions à la législation et réglementation des changes et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger seront dorénavant inscrits dans un fichier national des contrevenants. Créé officiellement sous l'égide du ministère des Finances et officialisé par le décret exécutif n°12-279 publié au *Journal officiel* n°41 du 15 juillet 2012, ce fichier recensera tous les auteurs d'infractions constatées.

Selon l'article 2 de ce décret exécutif pris le 9 juillet dernier par le Premier ministre et qui fixe ses modalités d'organisation et de fonctionnement, ce fichier constitue «une banque de données dans laquelle est enregistrée toute personne, physique ou morale, résidente ou non résidente, ayant fait l'objet d'un procès-verbal de constat d'infraction à la législation et à la réglementation des changes et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger». Alimenté par les données des procès-verbaux de constats d'infractions et de transactions, établis au niveau de la Banque d'Algérie et du ministère des Finances, ce fichier sera accessible uniquement à certaines institutions, «en fonction de leurs besoins dûment justifiés» et sur la base d'une décision de désignation. Il s'agit notamment des comités de transaction, l'Inspection générale des finances, la Direction générale des changes, la cellule de traitement du renseignement financier et la Direction générale du contrôle économique et de la répression des fraudes du ministère du Commerce. Voire, les autorités judiciaires compétentes et les officiers de police judiciaire peuvent demander des renseignements sur les antécédents de toute personne inscrite au fichier. En d'autres termes, les entreprises et particuliers en situation d'infraction ne peuvent pas consulter leurs dossiers. Visant à renforcer le dispositif répressif et préventif en matière d'infraction à la législation et à la réglementation des changes et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger ainsi que le blanchiment d'argent et financement du terrorisme, ce fichier permettra ainsi de vérifier les antécédents des contrevenants en matière de transaction, prendre des mesures conservatoires et établir des statistiques.

Notons que toute personne physique ou morale ayant bénéficié d'une décision définitive d'acquiescement peut introduire une demande auprès du ministère des Finances afin d'être radiée du fichier.

Chérif Bennaceur

CRISE AU SEIN DE L'ANR

L'héritage idéologique en jeu

Au niveau de l'Alliance nationale républicaine (ANR), c'est à une «guerre idéologique» que l'on assiste avec, d'une part, la vieille garde qui refuse d'assister, impuissante, à la dilapidation du socle patriotique et républicain, marque de fabrique du parti, et la nouvelle génération qui veut se faire une place au soleil sur les «cendres» des premiers qu'elle accuse de brandir leur «légitimité historique» pour se pérenniser aux affaires du parti.

La crise qui secoue l'ANR (Alliance nationale républicaine) est appelée à s'inscrire dans la durée. Après les sept membres du bureau national qui ont crié à la main-mise sur le parti par l'actuel secrétaire général, une audace qu'ils payeront aussitôt en se faisant tout simplement éjecter du bureau national pour être remplacés par d'autres, cinq autres secrétaires nationaux décident de rompre le silence pour s'impliquer dans le conflit.

En effet, Nadjaf Lakhdar, Mohand Younsi, Fatiha Djafar, Layachi Belazreg, Abdelhakim Atamazabt et Amine Maâmar ont décidé de ne pas rester à l'écart en tenant, dans une déclaration dont nous détenons une copie, à se solidariser de leurs collègues suspendus dimanche dernier de toute acti-

tivité au nom du parti dans l'attente de leur comparution devant la commission de discipline. Les rédacteurs dudit document accusent tout simplement le secrétaire général du parti, Belkacem Sahli, de s'adonner à une chasse aux sorcières.

Et le seul argument du successeur de Rédha Malek à la tête de l'ANR pour justifier l'exclusion de cadres qui n'ont fait, écrivent Mounsi et ses camarades, que s'opposer aux résolutions de la réunion du 30 juin dernier et leurs réserves quant à l'ordre du jour de la réunion du bureau national de samedi dernier ont été la goutte qui a fait déborder le vase.

Et à ces derniers d'enfoncer le clou en reprochant à Sahli d'avoir «imposé» au sein du bureau national des personnes qui, «n'ont rien à voir avec l'ANR» et de dévier la ligne patriotique et républicaine du parti. Mohand Mounsi, un des «rescapés» de ces secrétaires nationaux congédiés puisque toujours en poste, comme nous l'affirmera Sahli, n'y sera pas de main morte à l'égard de ce dernier en l'accusant de s'attaquer à la vieille garde de l'ANR pour faire du parti une «antenne familiale» avec, notamment, l'«intronisation» de son propre frère comme secrétaire national chargé de l'organique. Une dernière accusation que Belkacem Sahli «reconnaîtra», en avouant n'avoir fait que proposer le nom de son frère comme tant d'autres noms au conseil national dans sa dernière session tenue à Sétif. Des propositions qui ont été

entérinées en conformité avec ce que stipulent, dira-t-il, «les statuts et le règlement intérieur du parti». Suite à quoi, poursuivra notre interlocuteur, «ces contestataires n'ont plus le droit d'agir au nom de l'ANR», tenant à préciser que les résolutions de cette session du conseil national du parti ont été avalisées le 25 juillet dernier par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales.

Au sujet de la déviation de la ligne politique du parti que ses contestataires lui reprochent, Sahli en rira ou presque en nous invitant à relire les cinq communiqués du parti et à «revisiter» les trois conférences de presse qu'il a eu à animer depuis son intronisation comme secrétaire général de l'ANR en février dernier. Pour notre interlocuteur, cette accusation est insensée» pour la simple raison, que «nous ne renions rien de l'héritage patriotique et républicain qui fait l'ANR», dira-t-il.

Pour le secrétaire général de l'ANR et député, cette fronde cache bien des «objectifs» inavoués, accusant, notamment l'ancien responsable à l'organique d'avoir monnayé par le passé les candidatures au nom du parti. Des «privileges» qui ne sont plus de mise, soutiendra Sahli pour qui ces contestataires se revendiquent d'une légitimité historique. «Le parti est désormais dans une nouvelle dynamique, moderniste aussi bien dans son fonctionnement que dans ses approches», renchérra le SG de l'ANR

M. K.